

L'infréquentable Pierre-Joseph Proudhon

par Edward Castleton

<https://www.monde-diplomatique.fr/2009/01/CASTLETON/16666>

Que connaît-on de la pensée de Pierre-Joseph Proudhon, deux cents ans après sa naissance, le 15 janvier 1809 ? Une formule : « *La propriété, c'est le vol !* », mais guère plus. Celui que Charles Augustin Sainte-Beuve décrivait comme le plus grand prosateur de son temps, ou Georges Sorel comme le plus éminent philosophe français du XIXe siècle, ne trouve plus asile que dans les librairies libertaires et sur les rayonnages d'érudits. A la différence d'autres penseurs et écrivains de la même époque — Karl Marx, Auguste Comte, Jules Michelet, Victor Hugo ou Alexis de Tocqueville —, les grandes maisons d'édition le dédaignent.

Le centenaire de sa naissance, en 1909, n'était pourtant pas passé inaperçu. Le président de la République, Armand Fallières, s'était rendu à Besançon, lieu de naissance de Proudhon, pour inaugurer une statue en bronze du « père de l'anarchisme ». Les sociologues durkheimiens (1), les juristes, les avocats républicains de la laïcité, des théoriciens du syndicalisme révolutionnaire et même des royalistes antiparlementaires s'intéressaient alors à lui.

Mais la vague anarcho-syndicaliste reflue rapidement. Les intellectuels et ouvriers qui appréciaient Proudhon avant la Grande Guerre tentent après la révolution russe de le transformer en un anti-Marx. Les pacifistes favorables à la création de la Société des Nations invoquent ses idées fédéralistes. De leur côté, des partisans de Vichy récupèrent certains aspects corporatistes de sa pensée afin d'asseoir la légitimité de leur régime.

Cela ne suffit pas à sauver la statue de Proudhon, fondue par les nazis durant l'Occupation, mais le crédit du penseur auprès des progressistes s'en trouva durablement affecté.

D'autant que l'après-guerre favorise en France la domination intellectuelle du marxisme à gauche et relègue au second plan d'autres sources, pourtant très riches, de la pensée sociale du XIXe siècle. Exit Proudhon, donc, qui cherchait un moyen terme entre la propriété privée (appropriation exclusive des biens par des particuliers) et le communisme (appropriation et distribution égalitaire des biens des particuliers par l'Etat). D'où sort ce précurseur d'une « troisième voie » anarchiste ? Né d'un père tonnelier-brasseur et d'une mère cuisinière, Proudhon se montre très doué pour les lettres classiques avant de devoir, en raison des problèmes financiers de sa famille, abandonner ses études pour travailler comme imprimeur. Grâce aux encouragements de certains Francs-Comtois, il obtient une bourse de trois ans de l'Académie de Besançon pour poursuivre des recherches linguistiques et philologiques. Proudhon mesure alors les écarts de classe et d'expérience qui le séparent des membres de cet institut censés suivre ses recherches, à Paris. Il perçoit aussi les limites des tentatives de théoriciens libéraux de la Restauration et de la monarchie de Juillet pour asseoir la souveraineté sur les « capacités » supérieures des possédants.

C'est l'époque du suffrage censitaire : qui possède vote pour élire quelqu'un qui possède encore plus que lui. Face au droit inviolable et sacré de propriété, la réalité de la misère, celle du paupérisme, contredit les espoirs des libéraux lorsqu'ils cherchent, au même moment, à enraciner l'ordre social dans le droit civil des particuliers.

Après les journées de juin 1848, il devient l'homme le plus diabolisé de son temps

Convaincu que la distribution des richesses au sein de la société importe davantage que la représentation politique, Proudhon ne voit pas dans l'élargissement du suffrage prôné par les républicains une solution suffisante au problème des inégalités sociales. Cette constatation l'amène à l'économie politique.

Il estime que la valeur d'une chose doit être évaluée selon son « *utilité* », c'est-à-dire ses effets sociaux, réels et matériels. Ses contemporains économistes, soucieux de la circulation des richesses à travers les échanges, la définissent indépendamment des besoins de subsistance des producteurs. « *Les produits s'échangent contre les produits* », dit alors Jean-Baptiste Say (1767-1832). Ce qui revient à dire que la vente des marchandises est favorisée par le commerce d'autres marchandises et que, en dernière instance, les produits valent ce qu'ils coûtent. Assise sur des conventions, la valeur n'a pas de base fixe.

Selon Proudhon, elle s'évalue par conséquent à l'aune de son utilité. Bien entendu, l'idéal de l'équilibre entre production et consommation reste souhaitable, mais, pour y arriver, le produit vendu et le travail que ce produit incorpore doivent se trouver constamment en adéquation. Or la nature juridique de la propriété fait obstacle à des échanges égalitaires car la richesse reste concentrée entre les mains des propriétaires, rentiers et capitalistes. Il conviendrait donc de lire la loi des débouchés de Say (l'offre crée sa demande) d'une manière beaucoup plus révolutionnaire.

Curieusement, ces thèses attirent des économistes libéraux contemporains, tel Adolphe Blanqui, frère de Louis Auguste, le révolutionnaire. Leur caractère iconoclaste paraît en mesure de jeter un pont entre la critique des socialistes (auxquels Proudhon reproche d'écrire des amphigouris néochrétiens exprimant des sentiments vagues et bien-pensants, comme la fraternité) et celle des économistes, juristes et philosophes de l'ordre établi.

Sur ce terrain, Marx lui-même a apprécié la théorie de la plus-value que Proudhon formulait dans *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) : « *Le capitaliste, dit-on, a payé les journées des ouvriers ; pour être exact, il faut dire que le capitaliste a payé autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose. Car, cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il ne l'a point payée. Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Louqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? Cependant, au compte du capitaliste, la somme des salaires eût été la même. Eh bien, un désert à mettre en culture, une maison à bâtir, une manufacture à exploiter, c'est l'obélisque à soulever, c'est une montagne à changer de place. La plus petite fortune, le plus mince établissement, la mise en train de la plus chétive industrie, exige un concours de travaux et de talents si divers, que le même homme n'y suffirait jamais.* »

Sans doute Marx partageait-il aussi la critique que Proudhon avait faite de ce que, dans ses manuscrits de 1844, il appellerait le « *communisme grossier* ». La rupture entre les deux hommes, qui se fréquentaient à Paris, intervint en 1846. Marx ne tarda pas à exprimer ses sarcasmes envers un auteur qui préférait, comme il le lui écrivit dans sa lettre de rupture, brûler la propriété « *à petit feu* ». Il considérait le désir de Proudhon de réconcilier prolétariat et classe moyenne pour renverser le capitalisme comme l'inclination d'un « *petit-bourgeois constamment ballotté entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme* ». A la suite de la révolution de 1848 et de l'instauration de la IIe République, Proudhon est élu député et siège à la commission des finances de la Chambre. Il y réclame la création d'une banque nationale, capable de centraliser la finance ; la monnaie, gagée sur la production, n'y aurait qu'une valeur purement fiduciaire (le franc est alors gagé sur l'or). Il réclame aussi la réduction des taux d'intérêt, d'escompte, et celle des loyers et des fermages. Après les journées de Juin (2), ces propositions lui valent le statut d'homme le plus caricaturé et diabolisé de son temps par la presse bourgeoise.

Les projets proudhoniens de réforme se soldant par un échec, leur auteur va mener une réflexion sur les apories de la représentation politique. A ses yeux, l'expérience de la IIe République a représenté l'émergence d'une oligarchie élective au sein de laquelle les députés ne sont pas de réels mandataires, le consentement des citoyens aux lois n'étant qu'indirectement exprimé lors des élections législatives.

La plupart du temps, le peuple demeure donc impuissant face à ses délégués, qu'il ne peut sanctionner qu'en refusant de les réélire. De fait, la coupure entre élus et électeurs se creuse rapidement. Et Proudhon témoigne : « *Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée nationale pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent.* » (*Les Confessions d'un révolutionnaire*, 1849.)

Le prolétariat devrait créer des associations fondées sur le principe de mutualité

Mais son analyse va au-delà de ce simple constat : il estime que la Constitution de 1848 confère trop de pouvoir exécutif au président de la République et que l'évolution vers une dictature est inéluctable. Emprisonné pour avoir dénoncé l'affaiblissement de l'Assemblée et les menées de Louis Napoléon Bonaparte (3), déçu ensuite tant par la couardise de la bourgeoisie face au coup d'Etat du 2 décembre 1851 que par la popularité du régime impérial dans les classes populaires, Proudhon observe avec amertume, de sa cellule, l'installation du Second Empire (*lire « [Honte au suffrage universel !](#) », les extraits de ses carnets inédits*).

A sa libération, en 1852, il s'élève contre la concentration des richesses — liée aux concessions des chemins de fer et aux connivences des spéculateurs à la Bourse — entre les mains de quelques-uns. Proudhon doit, en 1858, s'exiler en Belgique afin d'éviter un nouvel emprisonnement après la publication de son ouvrage anticlérical *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Il ne regagne Paris qu'à la fin de sa vie, plus pessimiste que jamais quant au caractère « démocratique » du suffrage universel.

Dans ses derniers écrits avant sa mort, le 19 janvier 1865, il dénonce même l'inutilité des candidatures ouvrières. Le prolétariat devrait rompre avec les institutions « *bourgeoises* », créer des associations fondées sur le principe de mutualité et institutionnaliser la réciprocité. Bref, inventer une « *démocratie ouvrière* ». Si on laisse de côté certains aspects des conceptions de Proudhon (antiféminisme, misogynie, voire antisémitisme), hélas fréquents chez les socialistes du XIXe siècle, sa pensée demeure d'actualité.

Notamment compte tenu du climat de scepticisme face au fonctionnement du système démocratique dans les pays capitalistes avancés. Car il n'est pas certain que les intérêts des classes populaires et travailleuses soient aujourd'hui mieux « représentés » par les partis politiques qu'à l'époque de Proudhon...

Dans toutes les tentatives actuelles visant à « moderniser » le socialisme, existe-t-il une place pour une idéologie prônant une rupture de classe radicale mais pacifique ; exigeant l'organisation de la société en fonction d'une division du travail mutualiste et visant à une moindre différenciation des salaires ; recherchant la justice en se souciant de l'économie ; préférant la représentation socioprofessionnelle à un suffrage universel toujours susceptible de dégénérer en césarisme ; déclarant la guerre aux spéculateurs et aux grandes fortunes ; prêchant un fédéralisme radicalement décentralisateur et non point libre-échangiste ? Ou Proudhon n'est-il surtout destiné qu'à ceux, plus marginaux et moins médiatisés, qui préfèrent les cercles libertaires aux plateaux de télévision ?

En attendant l'improbable venue du président de la République à Besançon pour célébrer, le 15 janvier 2009, le bicentenaire de la naissance de Proudhon, on peut simplement espérer que ce penseur et ce militant retrouve une partie de la renommée qui était la sienne il y a cent ans.

(1) En développant une science des faits sociaux, Emile Durkheim (1858-1917) invente une nouvelle discipline : la sociologie.

(2) L'Assemblée nationale, dominée depuis les élections du 23 avril 1848 par les conservateurs, ferme les Ateliers nationaux — une institution destinée à fournir du travail aux chômeurs parisiens —, déclenchant une violente révolte dans la capitale. Entre le 22 et le 26 juin, près de quatre mille insurgés furent tués. Autant seront déportés en Algérie.

(3) Lequel est élu, triomphalement, président de la République en décembre 1848.

Edward Castleton est l'éditeur du livre de P.-J. Proudhon, *Carnets inédits : journal du Second Empire*, CNRS Editions, Paris, à paraître en février.